

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe de l'Union Communiste (Trotskyiste)

N° 64 -4ème année

Le N°: 3 francs

1^{er} Juillet 1946

Echec à la réaction

Sur la base d'une répartition des portefeuilles d'après la plus stricte égalité parlementaire, le gouvernement Bidault a été constitué avec la participation de ministres "socialistes" et "communistes".

Les chefs staliniens prétendent que leur participation à un ministère à direction cléricale, rendue inévitable par le refus des "socialistes" d'assumer la présidence, est un MOINDRE MAL, car elle empêche le M.R.P. et la "droite" de prendre tous les LEVIERS DE COMMANDE en main. Mais ils savent cet argument pas très convaincant pour les travailleurs.

En effet, ceux-ci, qui avaient patiemment accepté les décisions d'un Ministère du Travail dirigé par Croizat, parce que celui-ci était un ministre "ouvrier", se rendent maintenant compte que ce "levier de commande", basé sur la bureaucratie de l'Etat bourgeois, n'est qu'un instrument de blocage des salaires, pour la sauvegarde des profits des capitalistes. Et la course aux armements qui provoque, par l'inflation, la ruine des travailleurs et des classes moyennes en même temps qu'elle enrichit la bourgeoisie, ne peut plus être camouflée en "intérêts collectifs de la nation" par la présence d'un Tillon au "Ministère de l'Armement". Les chefs staliniens ont alors trouvé un nouveau prétexte : ils ont "arraché" les 15% !

Mais Jouhaux n'a-t-il pas déclaré, déjà le 12 juin, avant la formation du gouvernement, que sans augmentation des salaires il y aurait des grèves ouvrières massives dues à la hausse incessante du coût de la vie ? L'augmentation que les ministres staliniens auraient arrachée à Bidault, n'est donc que la conséquence de la menace gréviste suspendue sur leur tête aussi bien que sur celle du gouvernement tout entier.

Il n'y a pas d'autre raison à leur participation que leur intérêt de bureaucrates de monnayer les voix et la confiance ouvrières à la bourgeoisie, en échange de postes et de nombreux privilèges.

Ils se donnent l'air d'avoir arraché ce que les travailleurs ont déjà gagné par leur volonté d'action, et aident ainsi la bourgeoisie à étouffer le mouvement, sur la base d'un "compromis" où les ouvriers ne retrouvent nullement leur compte.

"Votez pour nous contre la réaction", disaient les chefs staliniens avant les élections du 2 juin.

Mais aux élections du 21 octobre les travailleurs avaient déjà accordé leur confiance au P.C. et au P.S., pour défendre la démocratie contre le M.R.P. et les autres fractions de la bourgeoisie. Qu'ont fait les chefs "ouvriers" des voix ouvrières ? Ils ont collaboré avec De Gaulle, l'homme du coup d'Etat, de l'Etat fort (contre les ouvriers), et avec le M.R.P., calomnié les grévistes, étouffé dans les usines et partout où ils le pouvaient, la voix des travailleurs, les protestations des exploités.

C'est sur la base de cette expérience que nous avons appelé les travailleurs à ne pas céder au chantage des chefs staliniens : "votez pour nous contre la réaction", car "C'EST LEUR PERMETTRE DE SE PREVALOIR DES VOTES OUVRIERS POUR JUSTIFIER LA CONTINUATION DE LEUR POLITIQUE" (*Lutte de Classes*, n°59, 22 mars).

"Votez pour nous contre la réaction" (M.R.P., P.R.L., etc...), disaient les chefs staliniens. Et fort des 5 millions de voix démocratiques, Thorez serre en jubilant la main de son collègue Francisque Gay, représentant de la réaction capitaliste cléricale.

La conclusion de cette expérience renouvelée est justement exprimée par une ouvrière de chez Carnaud : "Nous voulions, en votant pour le P.C., faire bloc contre la réaction ; mais ce n'est plus la peine de voter pour le P.C., puisqu'il s'allie avec la réaction : AUTANT VOTER CARREMENT POUR LE M.R.P."

Il est grand temps qu'un grand nombre d'ouvriers assimilent cette leçon, et commencent à s'élever au-dessus de cette vulgaire sagesse électorale, qui s'exprime en des formules aussi précises qu'un livre de cuisine : "POUR FAIRE ECHEC A LA REACTION VOTEZ A GAUCHE, EN OPPOSANT LE PLUS DEMOCRATE AU MOINS DEMOCRATE, ET LE MOINS DEMOCRATE AU REACTIONNAIRE".

Car c'est seulement dans la mesure où les ouvriers n'ont pas cédé au chantage stalinien "votez pour nous contre la réaction", et où dans les centres industriels comme ceux du Nord et de la banlieue parisienne, le P.C.F. a perdu des voix en masse, que les Hénaff s'élèvent enfin contre le blocage des salaires, que les chefs du P.C.F. découvrent à nouveau qu'il faut se préoccuper de la liaison avec les masses ouvrières, de leurs aspirations et revendications.

Mais cette voie d'opposition est celle indiquée par la *Lutte de Classes*, qui disait (n° 59, 22 mars) : "d'un côté, organiser contre les bandes fascistes la lutte physique... d'un autre côté, EMPECHER NOS PROPRES DIRIGEANTS POURRIS D'ETRANGLER LE MOUVEMENT OUVRIER, lutter avec esprit de conséquence contre le capitalisme affameur, pour les revendications ouvrières, c'est là la seule façon d'écraser la réaction. Par contre, si nous ne menons pas cette lutte directe contre le patronat et le fascisme, AUCUN VOTE AU MONDE NE NOUS SAUVERA, comme l'ont bien montré l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie."

Les chefs des organisations ouvrières ont eu la possibilité de s'émanciper du contrôle de la classe ouvrière, grâce à la surexploitation que les travailleurs subissent depuis de longues années dans les usines, surexploitation qui réduit à néant, en même temps que leurs droits de citoyen, leur CAPACITE de soumettre à leur contrôle démocratique les actes de leurs propres dirigeants.

Mais en s'émancipant du contrôle de la classe ouvrière et en renforçant leur collaboration la bourgeoisie, les chefs "ouvriers" opportunistes, aident celle-ci à renforcer les partis DIRECTEMENT ANTI-OUVRIERS. *L'Humanité* n'a-t-elle pas montré qu'avec les super-bénéfices réalisés par l'effort des ouvriers, le patronat soutient le P.R.L. et de puissantes organisations paramilitaires ?

La source principale de la réaction se trouve donc dans la surexploitation des ouvriers dans les usines. C'est pourquoi la lutte contre celle-ci est LE VERITABLE DEBUT de la lutte contre la réaction.

Nombreux sont cependant les travailleurs qui ont tendance à sous-estimer la lutte contre une foule d'abus patronaux, sous le prétexte que ce "n'est pas là le plus important". Mais en réalité ils ne disent cela que pour MASQUER LEUR MANQUE DE SOLIDARITE ET DE CAPACITE DE REAGIR DANS LES USINES, car en fait c'est dans l'ensemble de ces petits faits que se manifeste concrètement l'oppression bourgeoise. C'est en luttant contre les plus petits abus, qu'on lutte contre l'ensemble de l'exploitation capitaliste.

La tâche la plus urgente des travailleurs qui s'élèvent au-dessus de la "tactique" électorale, c'est donc de remplacer la lecture des panneaux électoraux par l'apprentissage de l'action directe, de la lutte de classe contre le patronat, chose beaucoup plus difficile que le choix de candidats, car elle exige de chaque ouvrier un effort de tous les jours.

MAIS CET EFFORT DE TOUS LES JOURS POUR SORTIR D'UNE SITUATION INSUPPORTABLE DE MISERE ET DE VEXATIONS, EST EN MEME TEMPS LA SEULE VOIE POUR EVITER LA REPETITION DES CATASTROPHES QUI SE SONT DEJA ABATTUES SUR LES CLASSES LABORIEUSES : LA GUERRE ET LE FASCISME.

APRES L'ATTAQUE FASCISTE

D'UNE MANIFESTATION A UNE VERITABLE RIPOSTE

Le 16 juin, à Bayeux, De Gaulle clamait "l'Etat fort". Deux jours plus tard, l'écho de ses paroles retentit rue de Châteaudun, où les fascistes saccageaient le siège du Parti Communiste Français.

C'est ainsi que se révélait la véritable signification du discours de De Gaulle, la véritable signification de son "Etat fort".

Quand, au mois de janvier, nous écrivions : "De Gaulle, de la soi-disant "unité nationale", s'en va... pour tenter de revenir à la tête des cagouleurs de l'armée, des fascistes et des réactionnaires avérés", ce danger n'apparaissait pas aussi clairement aux ouvriers. Comment, en effet, l'auraient-ils compris, puisque des Partis dits ouvriers avaient présenté De Gaulle comme un démocrate et un libérateur du fascisme, ont collaboré à son gouvernement soi-disant anti-fasciste, se sont soumis à toutes ses exigences, et ne manquent pas de lui "rendre hommage" dans les manifestations "officielles" !

Mais aujourd'hui, la manifestation de centaines de milliers de travailleurs, de toutes catégories et de toutes tendances, qui se sont rassemblés rue de Châteaudun, non pas pour Thorez, mais pour riposter aux bandes fascistes, montre que l'avant-garde prolétarienne a compris l'étendue du danger.

Cependant, malgré l'envergure de la manifestation, il est un fait que *l'ensemble* de la classe ouvrière, quoique indignée de l'attaque fasciste, n'en a pas mesuré la véritable signification.

Dans de nombreuses usines les ouvriers n'ont pas cessé le travail : "Hier, disaient-ils, pour la défense de nos salaires, le P.C. nous laissait tomber, maintenant qu'il est en mauvaise posture il s'adresse à nous, eh bien, nous aussi on le laisse tomber". Dans certaines usines, les responsables syndicaux, habitués à la "manœuvre", au lieu d'expliquer la signification de l'attaque fasciste, ont voulu entraîner les ouvriers à la manifestation en lui donnant comme justification les revendications de salaire. Les ouvriers ont répondu : "C'est dans l'usine qu'on défend les salaires, défiler rue de Châteaudun c'est pour défendre le P.C., nous, on n'y va pas".

Comment lutter d'une façon indépendante

Le fait est que la politique passée et présente du P.C.F. justifiait l'attitude des ouvriers. Ce contre quoi ils s'élevaient, ce n'est certes pas que l'appel de la C.G.T. ait été inspiré par le P.C.F., mais que celui-ci ne s'inspire pas des intérêts constants de la classe ouvrière et essaie au contraire de l'utiliser dans des buts de manœuvres électorales ou gouvernementales.

Mais l'attitude des ouvriers, qui ont confondu le P.C.F. et la manifestation du 20 juin, est néanmoins une très grave erreur.

Serait-ce Thorez ou Frachon que la bourgeoisie aurait visé dans son attaque de la rue de Châteaudun, ces parvenus "ouvriers" qui depuis des mois sabotent la lutte ouvrière et collaborent dans les ministères bourgeois ?

Dans cette attaque, les fascistes ont seulement utilisé la haine que les ministres "ouvriers" engraisés suscitent dans une partie de la population ruinée par l'inflation et la vie chère, *pour s'attaquer à la classe ouvrière organisée*, pour habituer les gens exaspérés par la crise, sous prétexte de lutter contre la pourriture des dirigeants, à *s'exercer dans la lutte contre les organisations ouvrières*. Car la bourgeoisie ne peut pas s'accommoder longtemps d'une classe ouvrière organisée ; même si les dirigeants trahissent, ils peuvent être remplacés. Ce qu'elle veut, c'est détruire *les organisations* de classe des ouvriers, les habituer à s'adresser aux "chefs", à des représentants bourgeois pour défendre leurs intérêts, et non pas à des partis se réclamant ouvertement de *leur classe*, de la classe des exploités.

En réalité, les réflexions des travailleurs qui n'ont pas participé à la manifestation, en dépit du danger réel et grave, nous montrent que les chefs bureaucratisés de la classe ouvrière, qui n'ont à la bouche que le mot "unité", ont en fait apporté, par leur politique manœuvrière et dirigée contre l'intérêt des masses, la scission dans les rangs des travailleurs.

Leur rôle de diviseurs est apparu dans le fait qu'au lieu d'organiser la grève générale dans les usines pour les objectifs de la classe ouvrière, ils se sont contentés d'appeler à un défilé devant le local du P.C.F.

Mais du moment qu'un danger pèse sur la classe ouvrière, ce n'est pas sous le prétexte que tel ou tel Parti trahit ses intérêts, qu'elle doit se trouver paralysée.

En février 1934, la riposte à l'attaque fasciste, par la grève générale, est-elle venue de la part des dirigeants staliniens ou S.F.I.O. qui se trouvaient être à couteaux tirés ? Ce sont les ouvriers qui leur ont imposé la riposte commune du 12 février, qui les ont obligés à réaliser l'unité de combat contre le fascisme, déjouant ainsi toutes les "manœuvres".

Si, au moment où la C.G.T. a appelé à la manifestation du 20 juin, les ouvriers les plus avancés avaient demandé la convocation immédiate d'assemblées, expliqué la situation, et que les ouvriers aient participé au défilé ou organisé la grève sur le tas, cette activité indépendante aurait déjoué toutes les "manœuvres".

L'appel de la C.G.T. offrait aux ouvriers le moment favorable *de se mettre en mouvement sur le terrain de l'usine pour des objectifs qui leur sont propres*. Quand les chefs "ouvriers" bureaucratisés et la bourgeoisie faisaient bloc contre les ouvriers dans les usines, ils les contraignaient au silence ; mais au moment où il y a eu conflit ouvert, un trop grand nombre d'ouvriers s'est abstenu de lutter, sous prétexte qu'ils en voulaient au P.C.F. Il aurait fallu, au contraire, profiter de l'appel de la C.G.T. à l'occasion des incidents et des antagonismes qui ont mis aux prises, même pour un court instant, la bourgeoisie et les chefs qui se sont élevés au-dessus du peuple, pour entrer en lutte pour nos propres intérêts. L'action autonome

des travailleurs ne pouvait faire le jeu de personne, mais aurait au contraire reforgé dans la lutte, à l'encontre des dirigeants pourris, l'unité de toute la classe ouvrière.

La portée d'une manifestation

L'ampleur de la manifestation du 20 juin a permis à la classe ouvrière de faire à nouveau la preuve de sa force et de son véritable poids dans le pays.

Tandis que, la veille, *Le Monde* s'enhardissait jusqu'à féliciter De Gaulle de n'être pas "tombé dans le travers commun qui consiste à invoquer... une vague "union nationale", le lendemain de la riposte ouvrière, il se hâte de désavouer les "jeunes troublions", et jusqu'au P.R.L. qui déclare avoir toujours désapprouvé les actes de violence !

Mais, dans la mesure où les ouvriers n'ont fait qu'exprimer leur mécontentement dans une manifestation, ils n'ont pour cela écarté aucun des dangers dont ils sont menacés.

La bourgeoisie mène la lutte de classe directe et essaie en même temps, avec la complicité des dirigeants social-traîtres, d'empêcher la classe ouvrière de mener cette lutte. Appuyé sur des forces extra-parlementaires : police, armée, bandes fascistes, l'Etat bourgeois s'est assuré, pour mener son offensive contre les masses, de la collaboration des Partis "ouvriers", qui camouflent la force brutale de l'Etat bourgeois derrière un semblant de Parlement et un Gouvernement à participation "ouvrière".

C'est ainsi que Daniel Mayer écrit dans *Le Populaire* : "Nul ne comprendra que des incidents comme ceux du carrefour Châteaudun, ou les manifestations prévues pour ce soir (20-6), pèsent sur les destinées du pays. C'est dans le cadre du Parlement, et non pas des moyens extra-légaux, que la IVe République s'édifiera."

Le rôle d'endormeur de Daniel Mayer est évident : car, pendant que des ouvriers socialistes peuvent se laisser tromper par les paroles de leur leader, et faire confiance au "Parlement", les matraqueurs fascistes n'en continueront pas moins à descendre dans la rue, financés par la bourgeoisie et protégés par son Etat.

A la suite de l'attaque du 18 juin, le Ministère de l'Intérieur (du "socialiste" Le Troquer) ne devait-il pas avouer que "la police n'a pas été suffisamment vigilante... dans la répression d'agissements intolérables" ? En attendant, les attaques fascistes continuent en province, on "découvre" des arsenaux d'armes et de munitions appartenant à des organisations paramilitaires, et au procès des bourreaux du S.P.A.C. il se révèle que nombre de ses membres font actuellement encore partie de la police.

De leur côté, les chefs stalinien présentent leur participation au gouvernement comme une garantie contre la bourgeoisie, en dépit du fait que la manifestation du 20 juin ait à nouveau prouvé que pour enrayer le fascisme, il n'y a d'autre force que l'action ouvrière.

Mais ce n'est pas sous prétexte que des Partis "ouvriers" se trouvent au gouvernement, que les masses travailleuses s'accommoderont indéfiniment de la pourriture et de l'anarchie. C'est sur cela que spéculait la bourgeoisie quand elle met en avant De Gaulle et son "Etat fort".

Et pendant que les prêtres de la "démocratie" bernent la classe ouvrière avec le parlementarisme et la "répartition des portefeuilles", la bourgeoisie, à l'aide de ses moyens étatiques et de ses bandes mercenaires, se prépare à prendre le pays dans les tenailles d'acier de son Etat fort.

Ainsi, si la manifestation du 20 juin prouve à la classe ouvrière qu'elle peut agir, cette manifestation en elle-même ne peut avoir un effet durable.

Pour une véritable riposte ouvrière

Depuis février 1934, par la pression de ses bandes armées fascistes et la mobilisation de toutes ses forces réactionnaires, tous les efforts de la bourgeoisie ont été de démoraliser et de mater le prolétariat.

Etant donné qu'au lendemain de la manifestation du 20 juin, rien n'est en définitive changé, que la collaboration des Partis "ouvriers" au gouvernement bourgeois se poursuit (alimentant ainsi le mécontentement des masses au nom de la classe ouvrière), que les fascistes ne relâcheront pas leurs efforts et qu'ils recommenceront, la classe ouvrière doit sérieusement en tirer la leçon, et se préparer à une riposte ouvrière véritable qui puisse apporter un commencement de solution aux problèmes qui se posent actuellement devant elle, et devant l'ensemble des masses laborieuses.

Cette riposte, ce n'est pas une grève d'une heure et une manifestation symbolique ; c'est LA GREVE GENERALE ayant pour objectifs :

LE SALAIRE MINIMUM VITAL, L'ECHELLE MOBILE ET LE CONTROLE OUVRIER ;

LE DESARMEMENT DES BANDES FASCISTES PAR LES PIQUETS DE GREVE ET L'ARMEMENT DES TRAVAILLEURS ;

LA RUPTURE DE LA COLLABORATION DES PARTIS SE RECLAMANT DE LA CLASSE OUVRIERE AVEC LES PARTIS BOURGEOIS, ET LA FORMATION D'UN POUVOIR A LA FOIS FORT ET DEMOCRATIQUE, PARCE QU'APPUYE SUR L'ACTIVITE ET LE CONTROLE DIRECT DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS ORGANISES DANS LEURS PARTIS, LEURS SYNDICATS, LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

LUTTE DE CLASSE ET TACTIQUE ELECTORALE

Le camarade J.G. nous écrit : "Si vous n'êtes pas entièrement d'accord avec le programme électoral du P.C.I., je pense qu'il fallait le soutenir dans sa campagne pour affirmer l'existence, bien qu'encore faible, de l'opposition aux Staliniens. Je pense que les révolutionnaires de toutes tendances devaient se compter sur les listes du P.C.I., malgré les divergences."

Le camarade pense que ce sont nos divergences politiques et organisationnelles avec le P.C.I. qui nous ont fait boycotter les élections, et refuser notre appui pour envoyer au Parlement des représentants d'un parti qui, "s'il ne donne pas satisfaction à tout le monde par ses virages centristes", représente l'opposition à la politique bourgeoise des Staliniens. S'il en était ainsi nous ne mériterions pas le nom de communistes, c'est-à-dire de défenseurs des intérêts généraux du prolétariat dans toutes les circonstances.

Mais est-ce que le P.C.I. représente réellement l'opposition à la politique électorale bourgeoise des Staliniens ?

Ses dirigeants nous l'ont montré récemment : au référendum du 5 mai, ils ont oublié tous les principes de classe et ont, à l'exemple de Duclos, invoqué la tactique : "Barrer la route à la réaction", et voté la Constitution bonapartiste bourgeoise. Tactique qui, en fin de compte, n'a d'autre résultat que de faire perdre au prolétariat sa conscience de classe, car le ver qui ronge l'énergie révolutionnaire des masses, c'est l'habitude, inculquée par "leurs" partis, des manœuvres, des alliances pourries, de la stratégie à la manière bourgeoise, de crainte qu'une majorité de NON soit la victoire de la réaction.

Après cela, comment peut-on croire qu'ils résisteront à l'influence démoralisante du Parlement, alors que n'y étant même pas entrés, ils perdent pied, se laissent entraîner par le courant, et orientent leur politique sur celle des Staliniens.

Si la classe ouvrière a intérêt à envoyer des députés au sein du Parlement, même insignifiant et pourri, c'est pour dévoiler aux yeux des opprimés le mécanisme de l'Etat bourgeois, comment il opprime les masses, pour dénoncer le rôle trompeur que joue en fait ce Parlement ; en d'autres termes c'est parce que celui-ci est un organe de la classe ennemie qu'il faut le saper de l'intérieur, tout en l'attaquant du dehors. Pour des révolutionnaires il n'y a pas d'autre action parlementaire, il n'y a pas d'autre programme électoral, car les ouvriers n'ont rien à attendre du Parlement, hormis les promesses qu'il est incapable de réaliser. Leurs délégués ne pourront que l'attaquer ou s'y corrompre. En effet, le Parlement n'est pas une école pour révolutionnaires, mais une véritable écurie, un milieu corrompu, où se livre une course effrénée aux sinécures et aux pots-de-vin. L'histoire du mouvement ouvrier nous en donne de tragiques exemples : les partis de la IIe Internationale ont sombré dans le réformisme, parce qu'en absence d'un mouvement révolutionnaire leur lutte était principalement une lutte parlementaire, et la dégénérescence des Partis de l'I.C., quoique due à d'autres causes, a pris, elle aussi, la forme parlementaire.

Un parti révolutionnaire ne peut donc tenter l'assaut du Parlement bourgeois et lutter avec succès pour les intérêts du prolétariat que lorsqu'il est appuyé sur l'avant-garde organisée de celui-ci, qu'il dispose d'une base solide dans les usines et qu'il a fait la preuve de ses capacités réelles, ce qui n'est pas le cas pour le P.C.I., comme le prouve sa position devant le référendum.

Après les élections, nous avons eu une nouvelle preuve de la duplicité des dirigeants du P.C.I. Au référendum du 5 mai, ils ont fait violence à la conscience de l'avant-garde révolutionnaire pour lui inculquer le crénisme parlementaire, en faisant voter OUI à la constitution bourgeoise pour faire triompher la "démocratie". ("C'est le OUI pour de véritables nationalisations, c'est le OUI contre le patronat, pour la défense des revendications ouvrières". *La Vérité*, 26-4-46).

Et, quand aux élections du 2 juin ce raisonnement s'est retourné contre eux et que les travailleurs ont voté conformément à cette conception pour les Staliniens pour faire échec à la réaction, Marcoux regrette,

dans *La Vérité*, que "les illusions démocratiques restent extrêmement vivaces, puisque la question de "l'efficacité" apparente du vote a primé chez certains travailleurs sur la question des désaccords politiques avec les directions social-patriotes". Ainsi le P.C.I. rejette sur les travailleurs son propre crétinisme parlementaire au référendum (au moment du référendum le P.C.I. croyait, lui aussi, à l'"efficacité" du bulletin de vote pour barrer la route à la réaction).

C'est parce qu'en fait ils ne se sont opposés ni au référendum, ni aux élections du 2 juin par leurs conceptions et leurs actes aux conceptions et aux actes des Staliniens que nous n'avons pas accordé notre confiance aux dirigeants du P.C.I.

LES DEMI - MESURES

Il y a maintenant un mois que le problème des salaires est ouvertement posé.

Un mois de discussions entre les dirigeants ouvriers et le gouvernement.

Où en sommes-nous ?

Face à la situation tragique de la classe ouvrière, la bourgeoisie préconise... un nouvel effort de production "pour relever l'économie du pays", en échange de quoi, elle promet de bloquer les prix !

Mais les travailleurs, instruits par leur expérience passée, savent ce que signifie un tel langage. Depuis un an, la production a doublé. Qu'en est-il résulté pour les masses laborieuses ? Une aggravation de leur misère, un abaissement toujours plus grand de leur niveau de vie.

"Augmenter les salaires, c'est précipiter la course infernale des salaires et des prix", nous dit le gouvernement. Or, que voyons-nous ? Depuis un an les prix n'ont cessé de monter, alors que les salaires étaient maintenus à un niveau de famine. Dans ces conditions, comment nos dirigeants veulent-ils faire admettre aux travailleurs que la source de l'inflation réside dans les augmentations de salaires ? Et si une production doublée n'a amélioré en rien les conditions de vie des producteurs, bien au contraire, comment croire qu'un effort accru dans les mêmes conditions pourrait amener un résultat meilleur ?

Puisque les prix montent, qu'il y ait ou non augmentation de salaires, c'est que la source réelle de l'inflation est ailleurs, et c'est cela qu'on tente de dissimuler aux yeux des masses laborieuses.

L'inflation... Elle est provoquée par la recherche de profits toujours accrus de nos exploiters ! Produire bon marché, en imposant aux ouvriers des salaires de famine, pour pouvoir soutenir la concurrence internationale. Produire pour exporter, puisque le marché national est rendu insolvable, et par là même appauvrir encore davantage le pays. Produire pour l'armée aussi, afin de s'assurer la possibilité de participer aux rapines du capitalisme international. Et qui finance l'armée ? L'Etat qui, en dehors de l'achat de matériel de guerre, consacre de lourdes sommes aux recherches secrètes sur les armes nouvelles.

L'inflation... Elle est provoquée par la volonté de la bourgeoisie de maintenir sa domination de classe : une police, une bureaucratie coûteuses lui sont nécessaires.

Et toute la charge de l'appareil d'Etat est rejetée sur le dos des masses laborieuses et des classes moyennes, ruinées par les impôts toujours plus lourds et l'émission permanente de papier-monnaie.

Et aux demandes d'augmentation, on rétorque : "L'économie ne saurait absorber plus de 15%..."

Devant cette hypocrisie, que font les dirigeants ouvriers ? Ils discutent, quémangent, se posent eux aussi sur le terrain de la défense de "l'économie du pays" et grâce à cette collaboration, à la sauvegarde des intérêts capitalistes, rendent acceptables aux ouvriers les mensonges dont on les berne.

Faut-il s'en étonner ? Leur attitude d'aujourd'hui n'est-elle pas la digne continuation de leur politique de toujours ?

MENSONGES, quand ils tentaient et tentent encore de nous faire croire qu'en régime capitaliste une production accrue peut améliorer le sort des producteurs. Est-ce améliorer nos conditions d'existence que de produire des avions, des camions, des tanks pour l'armée ? Est-ce améliorer nos conditions d'existence que de produire des articles de luxe destinés à procurer des devises à nos exploiters pour financer leurs rapines ? Et même la production de moyens de consommation nous garantit-elle une vie meilleure en l'absence de tout contrôle des producteurs sur leur destination ?

MENSONGES, aujourd'hui encore, quand, se plaçant sur le terrain bourgeois, ils discutent de l'importance de l'aumône à accorder à la classe ouvrière. Quelle assurance donnent-ils aux ouvriers, qu'une

augmentation, même importante, ne serait pas réduite à néant, en très peu de temps, par une nouvelle et massive hausse des prix ? Préconiser des demi-mesures – augmenter les salaires sans contraindre la bourgeoisie à réduire ses profits – c'est non pas améliorer le sort des travailleurs, mais au contraire l'aggraver.

Le Monde du 1er juin explique avec cynisme : "Maintenir à égalité la hausse des prix et celle des salaires, ce serait donner aux salaires le même pouvoir d'achat qu'avant la guerre, ce qui est impossible (!), puisque la masse de biens mis à la disposition des consommateurs a considérablement diminué." Et à la date du 22 juin, nous trouvons : "...les petits et moyens revenus, ceux des salariés et des fonctionnaires..., représentent environ la moitié du revenu national".

Qu'est-ce à dire ? C'est qu'une poignée de gros magnats détient actuellement la moitié du revenu national, et entend maintenir coûte que coûte ce privilège. Pourtant, c'est encore Le Monde du 22 juin qui explique que le seul moyen de relever l'économie, c'est d'assurer un pouvoir d'achat réel aux revenus des couches laborieuses. Mais la bourgeoisie est incapable de prendre les mesures indispensables à cet effet, car se serait mettre fin à ses profits et à sa domination.

Face à une telle situation, il ne s'agit plus de savoir si telle catégorie de travailleurs est lésée plus que telle autre. IL FAUT OBLIGER LES EXPLOITEURS A CEDER A L'ENSEMBLE DES MASSES LABORIEUSES UNE PART PLUS IMPORTANTE SUR LE REVENU NATIONAL. Et compter sur l'Etat capitaliste pour exercer la contrainte nécessaire, c'est se reposer sur nos ennemis du soin de nous défendre.

Il appartient donc au prolétariat organisé de prendre en mains les affaires de la société tout entière, que la bourgeoisie est devenue incapable de gérer.

En imposant L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET LE CONTROLE OUVRIER sur la production et la répartition, nous arracherons aux capitalistes la main-mise sur l'économie du pays.

Par le CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION, nous imposerons un plan de production orienté sur les besoins de l'ensemble de la population.

Par le CONTROLE OUVRIER SUR LA REPARTITION, nous veillerons à une répartition équitable de la production, empêchant ainsi toute spéculation. Par cet ensemble de mesures en faveur de toutes les couches laborieuses, la classe ouvrière sauvera aussi de la ruine et du désespoir les classes moyennes. Aujourd'hui dressée contre les ouvriers – en qui elle voit la cause de tous ses maux – et proie toute indiquée pour le fascisme, la petite bourgeoisie se ralliera demain à un prolétariat décidé et actif.

Et si les travailleurs n'engagent pas la lutte pour imposer l'échelle mobile par la base, c'est la bourgeoisie qui nous l'imposera, mais à son profit, quand elle aura ruiné l'économie par l'inflation. L'échelle mobile n'est alors qu'un moyen de permettre aux salaires de courir après l'inflation, sous peine de voir la production s'arrêter. Mais avec quel écart ! L'expérience de la Hongrie et de la Roumanie nous le prouvent. Et n'est-ce pas l'échelle mobile par en haut qui nous est imposée aussi, en France ? Depuis le début de la guerre, nos salaires ne suivent-ils pas la montée des prix... de très loin ?

Quant au contrôle ouvrier, les postiers nous ont montré les possibilités qu'offre un prolétariat décidé à la lutte contre les spéculateurs. Et à cette question d'un ouvrier : "Pourquoi sommes-nous contrôlés sous tous les aspects, production, salaires, impôts ? Et nous qui sommes les plus nombreux, ne pouvons-nous le faire vis-à-vis des patrons qui ont le secret commercial", les ouvriers des brasseries de Lille ont répondu par l'action, en organisant la fabrication et la vente de la bière dans leurs usines. Il suffit de le vouloir, camarades !

L'heure des demi-mesures est révolue. Aucune augmentation pure et simple de salaires ne peut apporter de remède à la situation. Ou la bourgeoisie, en conservant les leviers de commande, réduira à la misère des couches de plus en plus larges de la population.

Ou la classe ouvrière saura imposer sa volonté à la bourgeoisie et préparer par cela même son renversement et une possibilité de vie meilleure pour l'ensemble de la société.

LUCIENNE

...ECHOS...

LES USINES CITROEN A LA MANIFESTATION

Dans l'attaque du siège du P.C. les ouvriers ont compris le caractère de classe qui s'y manifestait. Dans le secteur de Grenelle (XVe) les ouvriers clamaient de nombreux mots d'ordre tels que : "nos 25%", "dissolution du P.R.L.", les voitures de L'Huma passaient en diffusant La Marseillaise, un ouvrier de notre connaissance ajoutait : "ça c'est la douche froide".

Dans l'ensemble les masses étaient là et on sentait que toute leur colère au sujet de la vie chère, des bas salaires, éclatait à ce moment ; et comme nous passions rue Royale, place de la Concorde, place de la Madeleine, des ouvriers montrant du doigt les bourgeois bien habillés et au ventre bedonnant, disaient : "c'est eux qu'il faut pendre, ce sont eux les responsables de nos misères."

Dans l'usine de Grenelle, tous les ouvriers ont débrayé à 5 heures.

Porte Clichy, à 5 heures, rassemblement de tous les ouvriers au chant de "l'Internationale" ; de Clichy à St-Lazare un cri domine : "les fascistes au poteau". Des ouvriers discutant entre eux disent de l'action fasciste : "ils ont bien fait de casser la vitrine de la Librairie, cela nous permet de leur faire voir ce que nous sommes capables de faire".

Les travailleurs n'oublient pas les revendications. Sur les murs et sur les rideaux de fer, on peut lire les inscriptions : "25%, pas de compromis", "le P.R.L. à mort". Les fainéants au travail, les bourgeois aux machines, réclament les ouvriers en passant devant quelques gros messieurs en faux-col. Les travailleurs sont venus avec les vélos, la musette sur le dos, montrer leur conviction de lutte contre le capital affameur. Les voitures du P.C.F. diffusaient quelques "Marseillaise", mais "l'Internationale" retentit de la poitrine des prolétaires. Devant L'Epoque un sifflement ininterrompu affirme le dégoût des travailleurs pour les agents du capital.

Dans les différentes usines : Grenelle, Félix Faure, Javel, débrayage complet, Levallois les ouvriers paraissent hésitants, c'est une ouvrière qui prit l'initiative de sortir la première après quoi tous les ouvriers ont suivi. A Clichy la politique néfaste du syndicat a contraint certains travailleurs à rester à l'usine et à faire même quelques heures en plus ; beaucoup d'ouvriers sortis à 5 heures n'ont pas manifesté pour le P.C. mais ont quitté les usines bien contents de travailler moins.

HISPANO

Le matin du 20-6 l'affiche de la C.G.T. porte : "A l'action, finies les paroles..." Aussi à l'assemblée générale de la première équipe, tous les ouvriers s'y retrouvent et l'on est obligé de la faire dans la cour par manque de place.

Un délégué rappelle la nécessité d'unité et dit : Il faut protester contre cet acte de terrorisme, sinon demain ce sera toute la classe travailleuse qui en souffrira les conséquences, comme en Allemagne.

A 17 heures tout le monde quitte le travail pour se réunir et de là à Denfert, etc...

Pendant le trajet on chante "l'Internationale". Avant d'arriver à Port-Royal, des hommes du service d'ordre du P.C. nous donnent la consigne de chanter "la Marseillaise" au boulevard St-Michel, il ne faut pas chanter "l'Internationale". Mais, les conseils ne sont pas suivis. On chante "l'Internationale", "la Carmagnole" très peu "la Marseillaise", "Daladier, Reynaud au poteau".

Au boulevard St-Michel, un fasciste jette des pierres, et de la terre, du 6ème étage.

Au Châtelet les étudiants provoquent les ouvriers qui manifestent. Au pont Saint-Michel les ouvriers prennent un étudiant, lui enlèvent les souliers et les jettent à la Seine.

JEAN

C.G.C.T. - THOMSON-FAVORITES

Assemblée générale du 22 juin

L'ordre du jour portait sur les salaires, le projet d'augmentation de 25% et les revendications ouvrières. Aussi les travailleurs étaient-ils venus bien plus nombreux que d'habitude.

Un des membres du comité d'entreprise, dans un exposé clair et pondéré, démontra combien la politique menée par la C.G.T. jusqu'alors était mauvaise et contraire aux intérêts de la classe ouvrière, dénonça la faillite du blocage des prix et montrant comment le gouvernement lui-même en favorisa la montée (exemples

du tabac, des pommes de terre, du vin, des transports, etc.), il fit comprendre que seule l'échelle mobile pouvait garantir aux travailleurs un salaire vital minimum, constamment en rapport avec le prix de la vie. Répondant par avance aux objections qu'on pourrait lui faire, il termine en soulignant que l'échelle mobile n'entraînerait pas forcément une course indéfinie entre les salaires et les prix et que de toute façon, en prévoyant celle des retraites également, la seule classe qui pourrait alors en pâtir serait la bourgeoisie.

En tout cas, ce camarade trouve l'augmentation des 25% à peine sensible et pense, quant à lui, que l'on pourrait facilement augmenter nos salaires de 70 à 80% sans augmenter les prix. Il suffirait de compresser le profit du patronat.

L'exposé de ce syndiqué, qui jusqu'alors avait suivi la "ligne" de la C.G.T., fut très applaudi. Il démontre que même certains responsables commencent à douter de l'efficacité des méthodes employées par la centrale pour la défense de nos intérêts.

Lui faisant suite, le responsable local, le stalinien Douara, attaqua violemment, à la fois le secrétaire du comité d'entreprise qui venait de défendre l'échelle mobile et l'opposition syndicale. Il essaya d'expliquer aux syndiqués présents que la C.G.T. n'avait jamais réclamé le blocage des salaires, que les responsables de la carence actuelle de la C.G.T. étaient les ouvriers qui n'avaient pas suffisamment usé de l'action directe, etc. Devant tant de mauvaise foi les protestations fusèrent de toutes parts.

L'intervention de notre camarade, qu'il dut imposer au président de séance, porta sur le mot "produire", tel que nous le concevons, sur une citation d'un article de H. Reynaud réclamant le blocage des salaires, sur la grève de la veille où des syndicalistes sont restés à l'usine et parmi eux des responsables syndicaux. Enfin pour terminer, sur le comité d'entreprise et son action à Lille, où nous le considérons comme transformé en Comité Ouvrier.

La réunion se termina par le vote de deux motions peu importantes et par l'élection de délégués à une quelconque Commission de contrôle.

CARNAUD -

COMMENT LES DIRIGEANTS SYNDICAUX ENSEIGNENT

LA DEMOCRATIE AUX TRAVAILLEURS

Chez Carnaud, nous avons été appelées à élire nos déléguées et comme il faut un an de présence pour être candidat, il n'y a donc eu aucune nouvelle présentée. Beaucoup de nouvelles ont voté non pas avec enthousiasme mais parce que ne sachant pas qu'on pouvait voter blanc. Il y avait une liste de chaque déléguée et suppléante et pas de crayon puisqu'une ouvrière demandant à une déléguée un crayon elle lui répond : "mais tu n'a pas besoin de crayon, tu n'as qu'à mettre la fiche dans l'enveloppe". Mais par contre une camarade et moi nous avons trouvé une quinzaine d'ouvrières qui étaient d'accord avec nous pour voter blanc. Celles qui avaient un crayon ont marqué : "nous voulons une déléguée jeune", les autres ont voté en ne mettant pas de fiche du tout.

NAD